

FIDEIS
S O C C O M

AUDIT • COMMISSARIAT AUX COMPTES

ASSOCIATION QUARTIER JEUNES

411 Belles Portes

14 200 HEROUVILLE SAINT CLAIR

Comptes sociaux au 31 Décembre 2023



ASSOCIATION QUARTIER JEUNES

411 Belles Portes
14200 Hérouville Saint Clair

COMPTES SOCIAUX

AU

31 Décembre 2023

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

RAPPORT SPECIAL



ASSOCIATION QUARTIER JEUNES

411 Belles Portes
14200 Hérouville Saint Clair

COMPTES SOCIAUX

AU

31 Décembre 2023

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

ASSOCIATION QUARTIER JEUNES

411 Belles Portes
14200 Hérouville Saint Clair

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs, les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Quartiers Jeunes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment

nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous portons à votre connaissance que les appréciations auxquelles nous avons procédé, ont porté les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions. Nous avons vérifié le cadre conventionnel des subventions reçues de la part des financeurs, ainsi que leur correcte comptabilisation en relation avec leur objet, leur montant et leur période.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

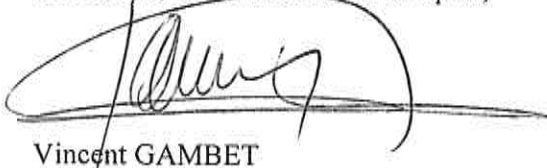
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Contest, le 4 Avril 2024

SOCCOM, Commissaire aux comptes,



Vincent GAMBET

BILAN ACTIF	Année N.			Année N.-1		
	Brut	Amortis. Provis.	Net	Brut	Amortis. Provis.	Net
Installation, matériel, outillage industriel	29 429	27 179	2 250	29 429	25 078	4 351
Autres immobilisations corporelles	32 860	31 358	1 502	32 860	29 369	3 491
construction	2 929	2 929	0	2 929	2 929	0
Avances et acomptes						0
Prêts						0
Autres immobilisations financières	57		57	57		57
TOTAL I	65 275	61 466	3 809	65 275	57 376	7 899
Matières premières, approvisionnements						
Marchandises						
Avances, acompte versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	10 004		10 004			0
Autres créances	9 011		9 011	15 093		15 093
Valeurs mobilières de placement						0
Disponibilités	136 830		136 830	196 030		196 030
Charges constatées d'avance	954		954	8 768		8 768
TOTAL II	156 799		156 799	219 891		219 891
Charges à répartir sur plus. exercices III						
Primes de rembts des obligations IV						
TOTAL GENERAL I à IV	222 074	61 466	160 608	285 166	57 376	227 790

BILAN PASSIF avant répartition		Année N.	Année N.-1
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise		3 000	3 000
Fonds propres statutaires		57 538	57 538
Fonds propres complémentaires		9 900	9 900
Report à nouveau		20 787	10 507
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE		6 892	10 280
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Fonds Propres - Total I		98 117	91 225
Fonds Dédiés			33 500
Fonds Dédiés - Total II		0	33 500
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Provisions risques et charges - Total III		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 816	12 045
Dettes fiscales et sociales		55 675	53 020
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance			38 000
Dettes - Total IV		62 491	103 065
TOTAL GENERAL I à IV		160 608	227 790

Association Quartiers Jeunes

Siret : 34415670800010

Exercice N.clos le 31/12/2023

Code NAF : 9499Z

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE	Année N.	AnnéeN.-1	Ecart
Prestations perçues sur activités			
Participation des usagers	31 048	31 587	-539
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation	373 060	350 600	22 460
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	89 323	94 816	-5 493
Utilisation des fonds dédiés	33 500	33 500	
Autres produits		435	-435
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	526 931	510 938	15 993
Achats de marchandises			0
Variation de stock (marchandises)			
Achats de matière première et autres approvisionnements	3 761	3 858	-97
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)			
Autres achats et charges externes	65 890	67 356	-1 466
Impôts, taxes et versements assimilés	19 241	9 526	9 715
Salaires et traitements	343 068	293 804	49 264
Charges sociales	85 207	87 240	-2 033
Dotations d'exploitation sur immobilisation aux investissements	4 089	5 767	-1 678
Dotations aux provisions			0
Reports en fonds dédiés		33 500	
Dotations d'exploitation sur actif circul. : aux provisions			
Dotations d'exploitation risques et charges : aux provisions			
Autres charges	167	75	92
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	521 423	501 126	53 797
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	5 508	9 812	-37 804
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			
Produits financiers de participation			
Produits valeurs immobilières et créances actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	1 821	1 011	810
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	1 821	1 011	810
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilées			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	0	0	0
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	1 821	1 011	810
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-IV)	7 329	10 823	-36 994
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			0
Produits exceptionnels sur opérations en capital		929	-929
Reprise sur provisions et transfert de charges			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	0	929	-929
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 230	-1 230
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	0	1 230	-1 230
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	0	-301	301
Impôts sur les bénéfices	437	242	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	528 752	512 878	15 874
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII)	521 860	502 598	19 262
EXCEDENT ou DEFICIT total produits - total charges	6 892	10 280	-3 388
Mise à Disposition	-2 955	-2 955	0
Contribution volontaire			0



Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

ANNEXE 2023

PREAMBULE

L'Association Quartiers Jeunes (AQJ) a été créée le 16 janvier 1988.

L'objet social de l'association inscrit son action dans la mise en œuvre d'activités ayant un caractère fort d'utilité sociale.

L'Association Quartiers Jeunes (AQJ) est un service social intervenant dans le champ de la prévention spécialisée, la prévention de la délinquance et la prévention du décrochage scolaire.

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

L'AQJ accompagne des jeunes âgés de 11 à 25 ans en état de rupture sociale ou familiale, en souffrance psychologique et/ou en voie de marginalisation. Ces jeunes sont issus des quartiers urbains hérouvillais ou scolarisés sur la cité.

L'AQJ a pour finalité d'apporter les conditions nécessaires :

- ✓ Au développement, à la croissance et à l'autonomie des personnes et des groupes de personnes auprès desquels elle intervient ;
- ✓ À l'amélioration des conditions de vie du public ciblé au sein de son environnement, en participant notamment au développement social local.

Pour répondre à cela, l'AQJ s'engage à promouvoir une offre d'activités éducatives et sociales diversifiées et de qualité, en recherchant la cohérence partenariale avec les différents acteurs du territoire et les orientations politiques municipales en termes d'éducation, de prévention, d'insertion, de mobilité et de santé.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

Les principales méthodes utilisées sont les suivants :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Amortissements et immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue des biens.

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

Application de l'amortissement linéaire sur les investissements comme suit :

- Installation, aménagement, construction : de 3 à 10 ans
- Matériel et outillage industriel : de 5 à 10 ans
- Matériel de camping : 2 ans
- Matériel de transport de 2 à 3 ans
- Matériel de bureau et informatique : de 2 à 5 ans
- Mobilier : de 3 à 10 ans

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

Autres informations

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière est évalué à **90 130 €** au 31/12/2023.

La mise à disposition des locaux est de 2955 €.

Le Conseil d'Administration a estimé que le bénévolat au sein de l'association était non significatif, il n'y a donc pas d'impact sur les comptes de l'association.

DETAIL DE LA TRESORERIE

AU 31 DECEMBRE 2023

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

- Compte livret Crédit Mutuel	131 820.89 €
- Compte général Crédit Mutuel	4 728.47 €
- Caisse générale	280.60 €
TOTAL	136 829.96 €

ASSOCIATION QUARTIERS JEUNES

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

ETAT DES CRÉANCES 2023			
CRÉANCES (a)	MONTANT BRUT	LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		ECHEANCES	
Créances de l'actif immobilisé	0	0	0
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant	19 969	9 965	0
Créances clients et comptes rattachés	10 004		
Autres	9 011	9 011	
Charges constatées d'avance	954	954	
TOTAL	19 969	9 965	0
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

ASSOCIATION QUARTIERS JEUNES

ETAT DES DETTES 2023				
DETTE (b)	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		ECHEANCES		A PLUS 5 ANS
		A MOINS 1 AN	A PLUS 1 AN	
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédits dont :				
à 2 ans au maximum à l'origine				
Emprunts et dettes assimilés	0	0		
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 816	6 816		
Dettes fiscales et sociales	55 675	55 675		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL	62 491	62 491	0	0
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris les avances et les acomptes reçus sur commandes en cours

ASSOCIATION QUARTIERS JEUNES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES 2023

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	70 438				70 438
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	10 507	10 280			20 787
Excédent ou déficit de l'exercice	10 280		6 892	10 280	6 892
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	91 225	10 280	6 892	10 280	98 117

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS		Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
N°	Rubriques				
2135	Installation Aménagement	2 929,20			2 929,20
2154	Matériel et Outillage Industriel	29 429,16	0,00		29 429,16
2182	Matériel de Transport	12 950,00	0,00	0,00	12 950,00
2183	Matériel de Bureau et Informatique	13 820,22	0,00	0,00	13 820,22
2184	Mobilier	6 089,76			6 089,76
2188	Equipement d'activité	0,00			0,00
2718	Parts sociales CM	15,00			15,00
2750	Dépôts et cautionnements	41,53			41,53
	Immobilisations corporelles	65 274,87	0,00	0,00	65 274,87

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS		Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
N°	Rubriques				
28135	Installation Aménagement	2 929,20			2 929,20
28154	Matériel et Outillage Industriel	25 078,32	2 100,83		27 179,15
28182	Matériel de Transport	10 350,22	1 200,00		11 550,22
28183	Matériel de Bureau et Informatique	12 929,13	788,04		13 717,17
28184	Mobilier	6 089,77			6 089,77
28188	Equipement d'activité	0,00			0,00
	Immobilisations corporelles	57 376,64	4 088,87	0,00	61 465,51

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
N°	Rubriques				
151100	Provision pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00
	Provisions	0,00	0,00	0,00	0,00

ASSOCIATION QUARTIERS JEUNES

FONDS DEDIES 2023

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORT	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exercices
Fonds dédiés CAF Socrate 2021 (37 000 €)							
Fonds dédiés CAF Socrate 2022 (37 000 €)	33 500		33 500			0	
Contributions financières d'autres organisme							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	33 500	0	33 500	0	0	0	0

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

ASSOCIATION QUARTIERS JEUNES

ETAT DES TRANSFERTS DE CHARGES 2023

LIBELLES	Montant
Cpam	4 288
Prévoyance	1 958
Uniformalion	14 893
Aide état contrat Adulte relais	58 556
Aide état contrat Apprentissage	8 833
Convention Service Civique	523
TOTAL	89 051

Le commissaire aux Comptes
SOCCOM

ASSOCIATION QUARTIER JEUNES

411 Belles Portes
14200 Hérouville Saint Clair

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2023

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Saint Contest, le 4 Avril 2024
Le Commissaire aux Comptes



SOC COM, représenté par
Vincent GAMBET